

poursuit à un rythme accéléré depuis trois ans. La hausse du coût de la vie atteint tout le monde au Canada et celle des prix à la consommation a mis à sec les goussets de tous les Canadiens. Cela a des effets des plus défavorables, naturellement, sur ceux qui vivent d'un revenu fixe—vieillards pensionnés, gens à la retraite, anciens combattants pensionnés, gens qui vivent des loyers de petites propriétés ou encore qui sont incapables, au sein d'un marché concurrentiel, d'exiger un revenu plus considérable pour compenser la hausse du coût de la vie.

• (4.30 p.m.)

On a invoqué diverses raisons pour expliquer le phénomène appelé communément inflation. Notre parti ne croit pas que l'inflation soit la cause véritable de la déplorable situation actuelle. En termes d'économie, on définit d'ordinaire l'inflation comme étant trop d'argent en quête de trop peu de produits. L'inflation signifie que l'économie n'est plus en mesure d'accroître sa productivité en proportion de l'augmentation de la masse monétaire. Le Canada n'en est sûrement pas là actuellement. Nous pourrions augmenter notre productivité. Le Conseil économique du Canada a signalé que le gaspillage résultant du défaut de pleine utilisation, au pays, de nos possibilités de production, de 1957 à 1965, avait coûté 21 milliards de dollars aux Canadiens, soit \$1,200 par homme, femme et enfant. Cela revient à \$6,000 pour une famille moyenne comprenant le mari, la femme et trois enfants.

Voilà ce que nous avons perdu en n'utilisant pas pleinement notre capacité de production. Voilà ce que nous a coûté notre gaspillage de ressources humaines, résultant du chômage et de notre négligence à utiliser à plein notre capacité industrielle. Le Conseil économique du Canada signale que, même actuellement, notre productivité marque un retard de 2.4 milliards de dollars. Cela équivaut à une perte de \$210 par tête ou d'une moyenne de \$600 par famille, due au fait que nous ne savons pas utiliser pleinement la capacité de production du pays. Par conséquent, dire que nous sommes aux prises avec l'inflation parce que nous ne pouvons plus accroître notre productivité de manière à faire face à la masse monétaire, c'est faire une pétition de principe sur toute la ligne.

Le Nouveau parti démocratique soutient que la hausse du coût de la vie est attribuable aux deux facteurs suivants: 1° la distribution inéquitable du revenu national; 2° une mauvaise répartition de nos ressources humaines, matérielles et financières. On a tenté de bien des façons de trouver un bouc émissaire à la hausse du coût de la vie. Certains journaux et certains hommes politiques en rejettent carré-

ment le blâme sur les relèvements de salaires, sur le fait que les syndicats ont exercé des pressions sur les employeurs et reçu des augmentations de salaires pour leurs membres. On raisonne de la façon suivante: le relèvement des salaires fait monter le coût de la vie; la hausse du coût de la vie pousse les travailleurs à exiger des salaires plus élevés, ce qui fait que nous tournons dans un cercle vicieux.

Tous les faits qu'on peut citer prouvent que l'assertion est fausse. Je ne dis pas que les salaires n'ont pas monté; mais dans la société moderne, les salaires peuvent monter sans que les prix augmentent, pourvu que les salaires ne s'accroissent pas plus rapidement que la productivité. Permettez-moi de fournir à la Chambre un simple exemple. Si un travailleur d'usine produit un article l'heure et reçoit \$2 l'heure, les frais de main-d'œuvre de cet article sont de \$2. Si, grâce à des changements technologiques, l'ouvrier peut produire deux articles l'heure et qu'on porte son salaire à \$3 l'heure, les frais de main-d'œuvre pour le même article, s'établissent à \$1.50. Il est vrai que le salaire a été augmenté; mais il est également vrai que les frais de main-d'œuvre, même compte tenu de l'augmentation du salaire, ont été réduits de 25 p. 100. C'est ce qui s'est produit dans toute l'industrie canadienne et dans toutes les industries du monde occidental.

Le cas type, que la Chambre connaît, est naturellement celui de l'industrie de l'acier. En avril 1965, les sidérurgies du Canada ont haussé le prix de l'acier sous prétexte que, dans les cinq années précédentes, les salaires ayant cours dans cette industrie avaient monté de 26.5 p. 100, ce qui était vrai, d'ailleurs. Mais on a omis de dire aux Canadiens que pendant la même période, le coût de la main-d'œuvre était passé de \$27.52 à \$22.16 la tonne d'acier, c'est-à-dire qu'il avait diminué de \$5.36. Naturellement, on a aussi omis de mentionner qu'au cours de cette période, les bénéfices de l'industrie de l'acier avaient augmenté de 106 p. 100.

Le Conseil économique du Canada signale dans son étude que le coût fondamental de la main-d'œuvre par unité de production, dans les industries canadiennes de fabrication, est touché de 11.3 p. 100 entre 1960 et 1963. Il est difficile pour quiconque de prétendre que l'augmentation des salaires a fait monter le coût de la vie, alors qu'au cours de cette période de trois ans, les frais de main-d'œuvre par unité de production ont diminué en moyenne de 11.3 p. 100 au pays.

Si l'on prend la peine d'examiner les chiffres concernant les deux ou trois dernières années, on découvre, par exemple, qu'en 1965, le pourcentage d'augmentation des salaires et traitements était de 11.1 par rapport à 1964.